

Sciences et Désinformation

Le 10 avril dernier, **le gf2i et la FNPS** ont souhaité s'inscrire dans la démarche des **Etats généraux de l'information** par l'organisation d'un débat ayant permis de mettre en lumière les efforts déployés par les acteurs de l'écosystème de la Recherche pour garantir le respect et la préservation de l'intégrité scientifique.

L'importance de l'intégrité scientifique est en effet revenue avec force dans le débat politique à la faveur de la crise sanitaire ces dernières années. Le rôle central qu'occupe les enjeux scientifiques dans le débat démocratique est désormais incontestable. En témoigne notamment le premier Conseil scientifique, lequel, par la publication régulière d'avis et de recommandations sanitaires, a permis d'informer la population sur l'évolution de l'épidémie de Covid et de conseiller le gouvernement sur les options stratégiques à adopter.

Autour de plusieurs personnalités expertes des sciences médicales, humaines et sociales, **Michel Dubois**, Directeur de la revue française de sociologie, **Hervé Maisonneuve**, Rédacteur du blog spécialisé « Revues et intégrité », et le Professeur **Christian Hervé**, Directeur du Département d'éthique et d'intégrité scientifique de l'Hôpital Foch, les échanges ont permis d'identifier un ensemble de facteurs contribuant à fragiliser les fondamentaux de l'écosystème de la Recherche, dans sa quête de la vérité scientifique.

La députée Renaissance **Violette Spillebout**, co-présidente du groupe travail Médias et Information de la majorité présidentielle et co-rapporteuse de la mission d'information flash sur l'éducation critique aux médias de l'Assemblée nationale, a d'emblée souligné la défiance généralisée qui gangrène aujourd'hui notre rapport au Savoir. Que l'on soit journaliste, scientifique ou professionnel de la politique, tous ces émetteurs sont confrontés à la remise en question du message qu'ils diffusent.

Fake news, fake science, même combat, et ce mal de la désinformation est amplifié par la démocratisation de l'accès à l'information, ou assimilée en tant que telle, permise par les outils numériques et les réseaux sociaux. Dès lors, la députée insiste sur la nécessité, pour les professions du Savoir, de ne pas céder au sensationnalisme et à l'hystérisation du débat public et de s'accrocher aux règles d'éthique qui permettent de garantir une authentique information de qualité, vérifiée, validée et sourcée. Ces injonctions contradictoires entre, d'une part, une volumétrie de publications scientifiques ou législation toujours plus grande et, d'autre part, le besoin de pouvoir s'appuyer sur des contenus de confiance nécessitant un travail plus long de production, sont partagées par le politique et le scientifique.

Violette Spillebout souligne par ailleurs la responsabilité particulière des éditeurs professionnels dans l'accès à la vérité des faits ; l'un des enjeux pour réinjecter de la confiance dans le débat public repose sur la capacité des éditeurs à démocratiser et à vulgariser l'accès aux savoirs techniques.

Dans un dialogue nourri, les experts ont identifié plusieurs problèmes endémiques à la communauté scientifique.

Cela a d'abord trait à la place des chercheurs dans la société, qui sont trop souvent marginalisés au sein du débat démocratique et dont l'expertise n'est pas réellement reconnue au-delà de leur propre communauté de pairs. A l'inverse, il est souligné la difficulté pour les journalistes de pouvoir accéder aux savoirs scientifiques et à les décrypter ; ce coût d'entrée à l'accès à l'information scientifique explique la faible porosité entre savoir journalistique et savoir issu d'une expertise, alors que le second pourrait utilement éclairer le premier. Des efforts de formation et de sensibilisation citoyenne permettraient de mieux valoriser les travaux des chercheurs et d'améliorer leur appropriation au-delà de leurs communautés.

L'intégrité scientifique se retrouve aussi de plus en plus mise à mal par les injonctions de l'ouverture de la Science, qui poussent les chercheurs à toujours publier davantage pour être identifiés par leurs pairs et bénéficier d'une meilleure visibilité pour obtenir des financements. Cette course à la publication, dont les revues prédatrices sont bien souvent le réceptacle, incite les éditeurs historiques, quelle que soit leur taille, à renforcer les efforts déployés au sein des mécanismes de peer reviewing, afin de garantir une intégrité des contenus à des niveaux d'excellence. En témoigne chez certains éditeurs le taux de plus en plus élevé de rétraction d'articles.

A Propos du gf2i

Le gf2i, Groupement Français de l'Industrie de l'Information, est une association créée en 1979 afin de regrouper les organismes, publics ou privés dont la production ou la réutilisation de données, et plus généralement de contenus, constitue un axe majeur de leur stratégie de développement.

Regroupant 80 membres (entreprises, ministères, éditeurs, universités) acteurs de la chaîne de valeur de la donnée, le gf2i vise à renforcer la circulation et la diffusion des données et des contenus en proposant les meilleures options politiques, techniques et juridiques.

Pour y parvenir, le gf2i travaille en continu sur les thématiques liées au numérique en combinant l'expertise de ses ateliers, et apporte à ses membres un lieu unique de rencontre afin de confronter et d'échanger leurs points de vue afin de trouver ensemble les solutions concrètes et réalistes qui permettront de soutenir le développement d'une filière numérique française experte et compétitive.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Philippe Masseron - [Administrateur délégué à la prospective – gf2i](#)
philippemasseron@gf2i.org / Tel : 01 44 90 43 69